

Dans les médias

Chypre, Troïka, Glass-Steagall : le quotidien grec Hellada interviewe J. Cheminade

jeudi 28 mars 2013



Le quotidien grec Hellada a publié le 27 mars une interview de deux pages avec Jacques Cheminade. En voici la traduction française.

appliquer des politiques monétaristes orthodoxes, qui signifient l'austérité pour les peuples et un renflouement indéfini des banques « trop grosses pour faire faillite » par les Etats. Ces banques ont été impliquées dans de gigantesques fraudes, par exemple sur les taux d'intérêt Libor et l'Euribor, à tel point qu'il est aujourd'hui reconnu ouvertement « qu'elles sont trop grosses pour être poursuivies en justice ». Eric Holder, le ministre américain de la Justice au sein de l'hypocrite administration Obama, vient de reconnaître qu'il n'entend pas tenter des poursuites contre ces intérêts bancaires car le fait d'appliquer les lois existantes et les principes de la Constitution conduirait vers une désintégration des systèmes financiers tant américain qu'international ! En d'autres termes, l'oligarchie financière ruine la production réelle, ruine l'agriculture et l'industrie et impose l'austérité aux peuples pour maintenir ses privilèges à l'échelle mondiale. La zone euro est devenue leur auxiliaire. Il ne s'agit plus de capitalisme ou même de capitalisme financier, mais de fascisme financier.

La solution à ce processus meurtrier est de rétablir la priorité de la production et du travail grâce à un système Glass-Steagall de séparation bancaire, de lancer une politique de crédit public pour le développement des infrastructures et la création de plateformes économiques basées sur des technologies plus avancées et plus productives, et de former une main d'oeuvre qualifiée, inventive et bénéficiant de salaires élevés. Nous devons nettoyer ce gâchis – avec Glass-Steagall – et en même temps construire l'avenir – par un système de crédit productif.

Vous avez proposé une Alliance eurasiatique/transpacifique contre le « monde de la finance ». Pouvez-vous nous expliquer de quoi il s'agit ?

Ce que je viens d'élaborer devrait être la politique d'une telle Alliance, basée sur un développement économique partagé, de l'Atlantique à la Mer de Chine. J'ai confiance que nous pouvons créer avec une telle approche une communauté d'intérêt. Le [développement de la région méditerranéenne](#), tel qu'il est proposé par l'Institut Schiller et mon parti en France, l'accès de l'Afrique tant à la justice sociale qu'au développement technologique et à la prospérité à long terme, et le [système de défense de la Terre](#) proposé par le dirigeant russe Dimitri Rogozine et discuté actuellement au Conseil de la fédération de Russie et au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies, devraient être le triple fondement d'une volonté commune de l'humanité.

Le problème est que l'actuel règne de la City de Londres, de Wall Street et de leurs paradis fiscaux forment un nouvel Empire britannique. Aujourd'hui, c'est soit eux ou bien nous. Leur règne signifie la destruction, soit par une politique de dépopulation, car ils sont incapables de créer la substance nécessaire à l'avenir de l'humanité, soit par une guerre de tous contre tous, condamnée à dégénérer en confrontation thermonucléaire.

Notre engagement est de stopper cette machine infernale. Notre mission est de combattre pour un changement de paradigme, sur les plans économique, culturel et social. En un mot, notre priorité est de nous débarrasser de cette oligarchie qui tente par tous les moyens de détruire la Grèce et les autres nations résistant à son emprise.

Quelle est l'attitude des partisans de l'approche traditionnelle de la Bundesbank à l'égard de l'actuel système de la zone euro ? Est-ce que ces anciennes élites partagent la politique de la Chancelière Merkel ?

Les partisans de la Bundesbank traditionnelle n'occupent plus de fonctions officielles. Hans Tietmeyer, qui a dirigé la Bundesbank jusqu'à 1999, avait averti qu'une monnaie commune européenne finirait par des ajustements économiques douloureux au détriment des Etats membres possédant des déficits commerciaux s'accumulant sous forme de dettes. Il avait dit que quelque chose devrait être fait à cet égard. Cependant, rien n'a pu être fait de l'intérieur du système de l'euro.

Tietmeyer a été remplacé par Karl Otto Poehl, qui avait exprimé sa préférence pour une coordination d'intérêts nationaux et de monnaies plutôt que pour une union monétaire. Maintenant, depuis février 2011, sous Jens Weidmann, qui est d'une autre génération et qui est monétariste d'éducation et de conviction, la Bundesbank n'est plus ce qu'elle a été. Weidmann est opposé aux montages à la Mario Draghi pour sauver les banques, mais il est partisan des politiques d'austérité monétaristes. Il ne croit pas que la zone euro puisse échapper « à la discipline des marchés financiers » et pense que certains de ses membres, notamment la Grèce, sont condamnés à un défaut de paiement et à sortir de l'euro.

Cependant, du moins pour l'instant, il se conforme à la conception de la Chancelière Merkel, qui est celle de la « convergence économique ». Concrètement, cela signifie la voie vers l'union fiscale : au sein de cette union, les pays membre devraient fusionner leurs systèmes économiques et financiers, et l'on accentuerait encore davantage les pressions exercées sur les « pays méditerranéens » pour qu'ils se soumettent à une plus grande « rigueur économique ».

Aucune solution ne peut par conséquent être attendue de ces milieux. Les gens les plus intéressants de la vieille tradition en Allemagne, comme Wilhelm Hankel, sont ceux qui sont encore liés à l'économie réelle, productive, et à la tradition de l'« économie sociale de marché ». Leur pensée est que l'euro est le résultat d'un mariage malencontreux entre une monnaie unique et des Etats nationaux. La politique d'austérité de l'euro détruit les Etats, et la politique des Etats détruit l'euro, le système travaillant ainsi dans le seul intérêt des mégabanes de l'oligarchie. Il s'agit d'une critique utile.

Néanmoins l'[Institut Schiller](#), tant sur le plan international qu'au niveau de l'Allemagne, est la seule source ayant un sens de ce qui doit être fait. Je le répète encore et encore : une annulation des dettes illégitimes, par un processus de type Glass-Steagall, et une politique de crédit associant les Etats pour créer des plateformes économiques à long terme fondés sur l'application de technologies avancées et un retour à la justice sociale.

Comment évaluez-vous la politique du président Hollande sur la gestion de la zone euro ?

François Hollande, au sein de l'Union européenne et dans sa politique intérieure, s'est jusqu'à maintenant soumis aux règles du jeu imposées par les mégabanes. La réforme bancaire proposée par son ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, n'est qu'une mauvaise plaisanterie. Les politiques intérieures de François Hollande constituent une adaptation à l'austérité monétariste imposée par « les marchés », ce qui signifie l'oligarchie anglo-américaine. Hollande est malheureusement en train de creuser sa propre tombe. Etant donné qu'il ne traite pas de la question fondamentale des renflouements bancaires, son souhait de voir la zone euro émettre de l'argent se verra refusé par les autorités allemandes et si cet argent est malgré tout émis, il tombera aux mains des banques et ne bénéficiera pas à l'économie productive et aux peuples. Il n'est pas un Mendès-France ou un de Gaulle, un homme qui refuserait l'inadmissible et qui se battrait pour l'alternative.

Je fais de mon mieux pour construire cette alternative à l'extérieur du « régime des partis politiques ». Elle ne peut être développée que si un changement de direction se présente dans les politiques des Etats-Unis, ce pour quoi se battent mes amis dans ce pays, inspirés par Lyndon LaRouche. Soit dit en passant, une bonne manière de sauver la Grèce serait d'intervenir auprès de la communauté grecque américaine pour qu'elle soutienne les efforts de LaRouche en Amérique.

Donnez-nous votre avis concernant les relations entre l'Occident et la Russie, par rapport aux affaires du monde en ce 21ème siècle.

Comme je l'ai déjà dit, un pont pour une politique de développement économique devrait être construit de l'Atlantique à la Mer de Chine, au-delà de ce que de Gaulle avait développé, son concept de communauté de l'Atlantique à l'Oural. Au sein d'un pont terrestre, qui inclurait les Amériques. Est-ce une utopie ? Non, car l'utopie est de continuer comme on va, se heurtant tous contre un même mur, celui de la destruction économique et de la guerre. J'insiste à nouveau sur le développement de la région Méditerranée et de l'Afrique, et sur une Initiative commune de défense de la Terre, tant contre les menaces de guerre sur Terre, en les détectant depuis des satellites, que contre la menace posée par les astéroïdes et les comètes venant de l'espace extérieur. Après l'événement de Tcheliabinsk, nous devons prendre ces choses plus au sérieux.

Le développement du monde entier et une politique de l'espace sont les deux choses qui sont de nature à redéfinir les objectifs communs de l'humanité et à rétablir la paix sur la Terre. Nous devons à nouveau voir avec les yeux du futur et agir en conséquence, pas seulement nous lamenter à propos de l'état désastreux, du moins pour l'instant, des affaires humaines.

Est-ce que Chypre devrait choisir de quitter la zone euro, et si oui, comment le gouvernement chypriote devrait-il gérer le « lendemain » ?

Ma réponse est que tous les pays membres devraient quitter la zone euro, pour le bien de tous. L'euro a été créé par des banquiers centraux monétaristes, du même acabit que Robert Mundell, et imposé par le président Mitterrand au Chancelier Kohl. Il était condamné depuis le début.

Pour Chypre, elle devrait quitter cette zone euro. Ce ne sera pas un lit de roses, mais comme la Grèce le sait bien, rester dedans signifie être torturé de l'extérieur. La question est qu'il n'y a pas de point de repli national en tant que tel. Chypre devrait par conséquent procéder en manœuvrant les autorités de la zone euro et en exhibant aux yeux du monde leur incompetence et l'injustice de leur politique. Ceci permettra, en retour, en négociant bien avec la Russie et la Chine, de créer une vague à travers l'Europe et tout le système financier transatlantique. Afin d'éviter le chaos et la confusion provenant d'une telle initiative, Chypre devra en même temps appeler à un Glass-Steagall général et à un Nouveau Bretton Woods, avec la Grèce. Pour ce qui concerne l'Europe, elle doit être reconstruite comme une association de nations souveraines autour de projets de développement communs, une Europe des peuples et patries.

Chypre peut être le grain de sable qui change l'histoire, à condition qu'elle se considère elle-même comme un détonateur pour un changement de paradigme à l'échelle mondiale. Notre conférence de l'Institut Schiller, près de Francfort en Allemagne les 13 et 14 avril prochain, rassemblera plusieurs peuples tant de l'Atlantique que du Pacifique, voués à ce qu'un tel changement de paradigme ait lieu. Je conseillerais que quelqu'un à Chypre se mette en phase avec ce processus, ou même mieux, qu'il se rende à cette conférence.

Pour lire l'article en grec (.pdf) : [page 1](#) | [page 2](#)
